

LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

F. 87 — 608

30 MARS 1987. — Loi portant confirmation des arrêtés royaux pris en exécution de l'article 1er de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi (1)

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. 1° L'arrêté royal n° 480 du 22 décembre 1986 modifiant l'arrêté royal n° 429 du 5 août 1986 portant suppression de la Régie des services frigorifiques de l'Etat belge, est confirmé avec effet à la date de son entrée en vigueur.

2° L'arrêté royal n° 486 du 31 décembre 1986 relatif au fonctionnement et aux moyens de fonctionnement du Fonds de rénovation industrielle, est confirmé avec effet à la date de son entrée en vigueur.

3° L'arrêté royal n° 487 du 31 décembre 1986 portant des mesures relatives à la restructuration d'entreprises des secteurs nationaux, est confirmé avec effet à la date de son entrée en vigueur.

4° L'arrêté royal n° 488 du 31 décembre 1986 fixant à titre exceptionnel des mesures spécifiques en vue d'assurer la viabilité des entreprises des secteurs nationaux, est confirmé avec effet à la date de son entrée en vigueur.

5° L'arrêté royal n° 489 du 31 décembre 1986 portant diverses dispositions relatives aux participations et créances des pouvoirs publics dans les secteurs nationaux, est confirmé avec effet à la date de son entrée en vigueur.

Art. 2. L'arrêté royal n° 477 du 5 décembre 1986 modifiant l'arrêté royal n° 441 du 14 août 1986 relatif à la garantie de l'Etat à accorder aux emprunts de refinancement émis par la Société nationale du logement et par la Société nationale terrienne, est confirmé avec effet à la date de son entrée en vigueur.

Art. 3. 1° L'arrêté royal n° 481 du 22 décembre 1986 complétant les règles de calcul des dotations du Fonds des communes et du Fonds des provinces, est confirmé avec effet à la date de son entrée en vigueur.

2° L'arrêté royal n° 490 du 31 décembre 1986 imposant aux communes et aux centres publics d'aide sociale qui ont un même ressort le transfert d'office de certains membres de leur personnel, est confirmé avec effet à la date de son entrée en vigueur.

Art. 4. 1° L'arrêté royal n° 472 du 28 octobre 1986 modifiant la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978, est confirmé avec effet à la date de son entrée en vigueur.

(1) Session 1986-1987.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi (+ Tableau + Avis du Conseil d'Etat), n° 481/1. — Rapports, n° 481/2/1° à 8°.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 12 mars 1987.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet transmis par le Sénat, n° 819/1. — Rapport, n° 819/2. — Amendements, n° 819/3.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 25 mars 1987. — Adoption. Séance du 28 mars 1987.

WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

N. 87 — 608

30 MAART 1987. — Wet tot bekrachtiging van de koninklijke besluiten vastgesteld ter uitvoering van artikel 1 van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. 1° Het koninklijk besluit nr. 480 van 22 december 1986 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 429 van 5 augustus 1986 houdende afschaffing van de Regie der Belgische Rijkskoel- en vriesdiensten, is bekrachtigd met uitwerking op de datum van zijn inwerkingtreding.

2° Het koninklijk besluit nr. 486 van 31 december 1986 betreffende de werking en de werkmiddelen van het Fonds voor industriële vernieuwing, is bekrachtigd met uitwerking op de datum van zijn inwerkingtreding.

3° Het koninklijk besluit nr. 487 van 31 december 1986 houdende maatregelen inzake de herstructurering van ondernemingen in de nationale sectoren, is bekrachtigd met uitwerking op de datum van zijn inwerkingtreding.

4° Het koninklijk besluit nr. 488 van 31 december 1986 tot uitzonderlijke vaststelling van specifieke maatregelen tot verzekering van de leefbaarheid van de ondernemingen in de nationale sectoren, is bekrachtigd met uitwerking op de datum van zijn inwerkingtreding.

5° Het koninklijk besluit nr. 489 van 31 december 1986 houdende diverse bepalingen betreffende de deelnemingen en vorderingen van de overheid in de nationale sectoren, is bekrachtigd met uitwerking op de datum van zijn inwerkingtreding.

Art. 2. Het koninklijk besluit nr. 477 van 5 december 1986 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 441 van 14 augustus 1986 betreffende de toe te kennen Staatswaarborg aan de herfinancieringsleningen uitgegeven door de Nationale Maatschappij voor de huisvesting en de Nationale Landmaatschappij, is bekrachtigd met uitwerking op de datum van zijn inwerkingtreding.

Art. 3. 1° Het koninklijk besluit nr. 481 van 22 december 1986 tot aanvulling van de regels voor het berekenen van de dotaties van het Gemeentefonds en van het Fonds der provinciën, is bekrachtigd met uitwerking op de datum van zijn inwerkingtreding.

2° Het koninklijk besluit nr. 490 van 31 december 1986 houdende verplichting voor de gemeenten en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn met éénzelfde werkgebied om sommige van hun personeelsleden van ambtswege over te plaatsen, is bekrachtigd met uitwerking op de datum van zijn inwerkingtreding.

Art. 4. 1° Het koninklijk besluit nr. 472 van 28 oktober 1986 tot wijziging van de wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978, is bekrachtigd met uitwerking op de datum van zijn inwerkingtreding.

(1) Zitting 1986-1987.

Senaat.

Parlementaire stukken. — Ontwerp van wet (+ Tabel + Advies van de Raad van State), nr. 481/1. — Verslagen, nr. 481/2/1° t.e.m. 8°.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 12 maart 1987.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken. — Ontwerp overgezonden door de Senaat, nr. 819/1. — Verslag, nr. 819/2. — Amendementen, nr. 819/3.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 25 maart 1987. — Aanneming. Vergadering van 28 maart 1987.

2° L'arrêté royal n° 473 du 28 octobre 1986 modifiant, en ce qui concerne le Troisième circuit de travail, l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand, est confirmé avec effet à la date de son entrée en vigueur.

3° L'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux, est confirmé avec effet à la date de son entrée en vigueur.

4° L'arrêté royal n° 482 du 22 décembre 1986 portant des mesures de relèvement temporaire de la limite d'âge pour la conclusion des contrats d'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés, est confirmé avec effet à la date de son entrée en vigueur.

5° L'arrêté royal n° 492 du 31 décembre 1986 contenant des dispositions en faveur de l'emploi, est confirmé avec effet à la date de son entrée en vigueur.

6° L'arrêté royal n° 494 du 31 décembre 1986 portant prise en charge temporaire par l'Office national de sécurité sociale des cotisations pour frais d'administration dont certains employeurs sont redevables en raison de l'occupation d'un deuxième travailleur, est confirmé avec effet à la date de son entrée en vigueur.

7° L'arrêté royal n° 495 du 31 décembre 1986 instaurant un système associant le travail et la formation pour les jeunes de 18 à 25 ans et portant réduction temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale dues dans le cadre de ces jeunes est confirmé, moyennant les modifications suivantes, avec effet à la date de son entrée en vigueur :

1° Dans l'article 5, § 1er, dernière phrase, le mot « rémunération » est remplacé par le mot « indemnité »;

2° Entre les articles 5 et 6 sont insérés un article 5bis (nouveau) et un article 5ter (nouveau), rédigés comme suit :

« Article 5bis. — Le temps consacré à la formation, visé à l'article 1er, est compté comme temps de travail pour l'application de la loi du 16 mars 1971 sur le travail.

Article 5ter. — § 1er. Le jeune engagé dans le cadre d'une convention emploi-formation ne peut, simultanément, s'engager dans le cadre d'une ou plusieurs autres conventions emploi-formation.

§ 2. Le jeune engagé dans le cadre d'une convention emploi-formation ne peut, pour la formation suivie, bénéficier du congé éducation payé octroyé dans le cadre de la formation permanente des travailleurs, visé au chapitre IV, section 6, de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales. »

8° L'arrêté royal n° 496 du 31 décembre 1986 portant modification de l'article 2, § 2, de l'arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'assistance aux petites et moyennes entreprises, est confirmé avec effet à la date de son entrée en vigueur.

Art. 5. 1° L'arrêté royal n° 471 du 24 octobre 1986 visant à limiter le nombre de congés pour mission ou des mises en disponibilité pour mission accordés aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux, est confirmé avec effet à la date de son entrée en vigueur.

2° L'arrêté royal n° 503 du 31 décembre 1986 modifiant l'arrêté royal n° 435 du 5 août 1986 relatif aux congés et absences pour prestations réduites accordés aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux, qui ont atteint l'âge de cinquante ans ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de quatorze ans, est confirmé avec effet à la date de son entrée en vigueur.

3° L'arrêté royal n° 504 du 31 décembre 1986 créant les établissements scientifiques de l'Etat qui relèvent des deux Ministres de l'Education nationale, ou du (des) Ministre(s) désigné(s) par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres en tant que services de l'Etat à gestion séparée, est confirmé avec effet à la date de son entrée en vigueur.

4° L'arrêté royal n° 505 du 31 décembre 1986 modifiant l'article 12, § 3, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, est confirmé avec effet à la date de son entrée en vigueur.

2° Het koninklijk besluit nr. 473 van 28 oktober 1986 tot wijziging, wat het Derde Arbeids­circuit betreft, van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector, is bekrachtigd met uitwerking op de datum van zijn inwerkingtreding.

3° Het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen, is bekrachtigd met uitwerking op de datum van zijn inwerkingtreding.

4° Het koninklijk besluit nr. 482 van 22 december 1986 houdende maatregelen tot tijdelijke verhoging van de leeftijdsgrens voor het sluiten van leerovereenkomsten voor beroepen uitgeoefend door arbeiders in loondienst, is bekrachtigd met uitwerking op de datum van zijn inwerkingtreding.

5° Het koninklijk besluit nr. 492 van 31 december 1986 houdende bepalingen ter bevordering van de tewerkstelling, is bekrachtigd met uitwerking op de datum van zijn inwerkingtreding.

6° Het koninklijk besluit nr. 494 van 31 december 1986 houdende tijdelijke tenlasteneming door de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de bijdragen voor de administratiekosten verschuldigd door sommige werkgevers met betrekking tot de tewerkstelling van een tweede werknemer, is bekrachtigd met uitwerking op de datum van zijn inwerkingtreding.

7° Het koninklijk besluit nr. 495 van 31 december 1986 tot invoering van een stelsel van alternerende tewerkstelling en opleiding voor de jongeren tussen 18 en 25 jaar en tot tijdelijke vermindering van de sociale zekerheidsbijdragen van de werkgever verschuldigd in hoofde van deze jongeren is, met de volgende wijzigingen, bekrachtigd met uitwerking op de datum van zijn inwerkingtreding :

1° In artikel 5, § 1, laatste zin, worden de woorden « het loon » vervangen door de woorden « de vergoeding »;

2° Tussen de artikelen 5 en 6 worden een artikel 5bis (nieuw) en een artikel 5ter (nieuw) ingevoegd, luidend als volgt :

« Article 5bis. — De tijd besteed aan de bij artikel 1 bedoelde opleiding, wordt als arbeidstijd beschouwd voor de toepassing van de arbeidswet van 16 maart 1971.

Artikel 5ter. — § 1. De in het kader van een overeenkomst tewerkstelling-opleiding aangeworven jongere mag niet terzelfdertijd door een of meer andere overeenkomsten tewerkstelling-opleiding gebonden zijn.

§ 2. De in het kader van een overeenkomst tewerkstelling-opleiding aangeworven jongere mag voor de gevolgde opleiding niet genieten van het betaald educatief verlof in het kader van de voortdurende vorming van de werknemers, zoals bedoeld bij hoofdstuk IV, afdeling 6, van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen. »

8° Het koninklijk besluit nr. 496 van 31 december 1986 houdende wijziging van artikel 2, § 2, van het koninklijk besluit nr. 258 van 31 december 1983 betreffende de indien­sterneming van werklozen voor bepaalde bijstandsprojecten ten behoeve van kleine en middelgrote ondernemingen, is bekrachtigd met uitwerking op de datum van zijn inwerkingtreding.

Art. 5. 1° Het koninklijk besluit nr. 471 van 24 oktober 1986 tot beperking van het aantal verloven wegens opdracht en de terbeschikkingstelling wegens opdracht, verleend aan de personeelsleden van het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, is bekrachtigd met uitwerking op de datum van zijn inwerkingtreding.

2° Het koninklijk besluit nr. 503 van 31 december 1986 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 435 van 5 augustus 1986 betreffende het verlof en de afwezigheid voor verminderde prestaties ten gunste van de personeelsleden van het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra die de leeftijd van vijftig jaar bereikt hebben of die ten minste twee kinderen niet ouder dan veertien jaar ten laste hebben, is bekrachtigd met uitwerking op de datum van de zijn inwerkingtreding.

3° Het koninklijk besluit nr. 504 van 31 december 1986 tot oprichting van de wetenschappelijke in­richtingen van de Staat, die ressorteren onder de beide Ministers van Onderwijs of onder de Minister(s), aangewezen in een bij in de Ministerraad overlegd koninklijk besluit, als Staatsdiensten met afzonderlijk beheer, is bekrachtigd met uitwerking op de datum van zijn inwerkingtreding.

4° Het koninklijk besluit nr. 505 van 31 december 1986 tot wijziging van artikel 12, § 3, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, is bekrachtigd met uitwerking op de datum van zijn inwerkingtreding.

Art. 6. 1° L'arrêté royal n° 476 du 19 novembre 1986 modifiant les modalités de prise en charge des allocations complémentaires instaurées par l'arrêté royal du 9 décembre 1965 déterminant le montant et les conditions d'octroi d'une allocation complémentaire à certains travailleurs frontaliers ou saisonniers occupés en France et à leurs veuves, est confirmé avec effet à la date de son entrée en vigueur.

2° L'arrêté royal n° 484 du 22 décembre 1986 modifiant les articles 9 et 10 de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence, est confirmé avec effet à la date de son entrée en vigueur.

3° L'arrêté royal n° 491 du 31 décembre 1986 modifiant la loi du 25 avril 1933 relative à la pension du personnel communal, est confirmé avec effet à la date de son entrée en vigueur.

4° L'arrêté royal n° 501 du 31 décembre 1986 modifiant l'article 38 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, est confirmé avec effet à la date de son entrée en vigueur.

5° L'arrêté royal n° 502 du 31 décembre 1986 modifiant la loi du 1er août 1985 portant des dispositions sociales, est confirmé avec effet à la date de son entrée en vigueur.

Art. 7. L'arrêté royal n° 500 du 31 décembre 1986 modifiant la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, est confirmé avec effet à la date de son entrée en vigueur.

Art. 8. L'arrêté royal n° 475 du 19 novembre 1986 modifiant l'arrêté-loi du 14 avril 1945 sur les avantages complémentaires aux vacances annuelles des ouvriers mineurs des charbonnages, est confirmé avec effet à la date de son entrée en vigueur.

Art. 9. 1° L'arrêté royal n° 483 du 22 décembre 1986 portant réduction des cotisations patronales de sécurité sociale pour l'engagement de travailleurs domestiques, est confirmé avec effet à la date de son entrée en vigueur.

2° L'arrêté royal n° 493 du 31 décembre 1986 relatif à la promotion de l'emploi dans le secteur social, est confirmé avec effet à la date de son entrée en vigueur.

3° L'arrêté royal n° 497 du 31 décembre 1986 portant modification de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, est confirmé avec effet à la date de son entrée en vigueur.

4° L'arrêté royal n° 498 du 31 décembre 1986 portant réduction temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale en vue de favoriser l'engagement de jeunes demandeurs d'emploi et de chômeurs de longue durée, est confirmé avec effet à la date de son entrée en vigueur.

5° L'arrêté royal n° 499 du 31 décembre 1986 portant réglementation de la sécurité sociale de certains jeunes défavorisés, est confirmé avec effet à la date de son entrée en vigueur.

Art. 10. 1° L'arrêté royal n° 478 du 5 décembre 1986 modifiant certaines dispositions du régime de pension des assurés libres, est confirmé avec effet à la date de son entrée en vigueur.

2° L'arrêté royal n° 479 du 5 décembre 1986 portant prorogation de certaines mesures temporaires en matière de pensions pour travailleurs salariés et travailleurs indépendants, est confirmé avec effet à la date de son entrée en vigueur.

Art. 11. L'arrêté royal n° 485 du 22 décembre 1986 modifiant la loi du 10 avril 1973 portant création de l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire, est confirmé avec effet à la date de son entrée en vigueur.

Art. 12. 1° L'arrêté royal n° 506 du 31 décembre 1986 portant modification des lois relatives au registre de commerce, coordonnées le 20 juillet 1964, et de la loi du 18 mars 1965 sur le registre de l'artisanat, est confirmé avec effet à la date de son entrée en vigueur.

2° L'arrêté royal n° 507 du 31 décembre 1986 portant modification des règles de contrôle des caisses libres d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, est confirmé avec effet à la date de son entrée en vigueur.

Art. 6. 1° Het koninklijk besluit nr. 476 van 19 november 1986 tot wijziging van de modaliteiten van de tenlasteneming van de aanvullende uitkeringen ingesteld bij het koninklijk besluit van 9 december 1965 tot vaststelling van het bedrag en van de voorwaarden betreffende de toekenning van een aanvullende uitkering aan sommige in Frankrijk tewerkgestelde grens- of seizoenarbeiders en aan hun weduwe, is bekrachtigd met uitwerking op de datum van zijn inwerkingtreding.

2° Het koninklijk besluit nr. 484 van 22 december 1986 tot wijziging van de artikelen 9 en 10 van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum, is bekrachtigd met uitwerking op de datum van zijn inwerkingtreding.

3° Het koninklijk besluit nr. 491 van 31 december 1986 tot wijziging van de wet van 25 april 1933 omtrent de pensioenregeling van het gemeentepersoneel, is bekrachtigd met uitwerking op de datum van zijn inwerkingtreding.

4° Het koninklijk besluit nr. 501 van 31 december 1986 tot wijziging van artikel 38 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, is bekrachtigd met uitwerking op de datum van zijn inwerkingtreding.

5° Het koninklijk besluit nr. 502 van 31 december 1986 tot wijziging van de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen, is bekrachtigd met uitwerking op de datum van zijn inwerkingtreding.

Art. 7. Het koninklijk besluit nr. 500 van 31 december 1986 tot wijziging van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, is bekrachtigd met uitwerking op de datum van zijn inwerkingtreding.

Art. 8. Het koninklijk besluit nr. 475 van 19 november 1986 tot wijziging van de besluitwet van 14 april 1945 betreffende bijkomende voordelen bij de jaarlijkse vakantie ten gunste van de mijnwerkers van de steenkolenmijnen, is bekrachtigd met uitwerking op de datum van zijn inwerkingtreding.

Art. 9. 1° Het koninklijk besluit nr. 483 van 22 december 1986 tot vermindering van de sociale zekerheidsbijdragen van de werkgevers bij de indienstneming van dienstboden, is bekrachtigd met uitwerking op de datum van zijn inwerkingtreding.

2° Het koninklijk besluit nr. 493 van 31 december 1986 betreffende de bevordering van de werkgelegenheid in de sociale sector, is bekrachtigd met uitwerking op de datum van zijn inwerkingtreding.

3° Het koninklijk besluit nr. 497 van 31 december 1986 tot wijziging van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, is bekrachtigd met uitwerking op de datum van zijn inwerkingtreding.

4° Het koninklijk besluit nr. 498 van 31 december 1986 houdende tijdelijke vermindering van de sociale zekerheidsbijdragen van de werkgever, ter bevordering van de indienstneming van jonge werkzoekenden en van langdurig werklozen, is bekrachtigd met uitwerking op de datum van zijn inwerkingtreding.

5° Het koninklijk besluit nr. 499 van 31 december 1986 tot regeling van de sociale zekerheid van sommige kansarme jongeren, is bekrachtigd met uitwerking op de datum van zijn inwerkingtreding.

Art. 10. 1° Het koninklijk besluit nr. 478 van 5 december 1986 tot wijziging van sommige bepalingen van de pensioenregeling voor vrijwillig verzekerden, is bekrachtigd met uitwerking op de datum van zijn inwerkingtreding.

2° Het koninklijk besluit nr. 479 van 5 december 1986 houdende verlenging van bepaalde tijdelijke maatregelen inzake pensioenen voor werknemers en zelfstandigen, is bekrachtigd met uitwerking op de datum van zijn inwerkingtreding.

Art. 11. Het koninklijk besluit nr. 485 van 22 december 1986 tot wijziging van de wet van 10 april 1973 houdende oprichting van een Centrale Dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van der militaire gemeenschap, is bekrachtigd met uitwerking op de datum van zijn inwerkingtreding.

Art. 12. 1° Het koninklijk besluit nr. 506 van 31 december 1986 tot wijziging van de wetten betreffende het handelsregister, gecoördineerd op 20 juli 1964, en van de wet van 18 maart 1965 op het ambachtsregister, is bekrachtigd met uitwerking op de datum van zijn inwerkingtreding.

2° Het koninklijk besluit nr. 507 van 31 december 1986 tot wijziging van de regelen in verband met de controle op de vrije sociale verzekeringskassen voor zelfstandigen, is bekrachtigd met uitwerking op de datum van zijn inwerkingtreding.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 30 mars 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
W. MARTENS

Le Vice-Premier Ministre,
J. GOL

Le Vice-Premier Ministre,
Ph. MAYSTADT

Le Vice-Premier Ministre,
G. VERHOFSTADT

Vu et scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
J. GOL

—
MINISTERE DE LA JUSTICE
—

F. 87 — 609

26 JANVIER 1987

Loi modifiant l'article 358 du Code civil (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 358, § 2, du Code civil est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. En cas d'adoption par le mari, de l'enfant adoptif de son épouse, ou de l'adoption nouvelle prévue à l'alinéa 2 de l'article 346, le nom du nouvel adoptant ou du mari adoptant est substitué à celui de l'adopté, que celui-ci ait conservé ou modifié son nom lors de la précédente adoption.

(1) *Session 1982-1983.*

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Proposition de loi n° 404/1 du 12 octobre 1982 déposée par M. Remacle. — Rapport n° 404/2 du 16 février 1983 de M. Van Belle.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 24 février 1983.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 436/1 du 24 février 1983 transmis par la Chambre des représentants.

Session 1985-1986.

Sénat.

Documents parlementaires. — Documents parus antérieurement n° 300/1. — Rapport n° 300/2 du 4 juin 1986 de Mme Delruelle-Ghobert.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 24 juillet 1986.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 585/1 du 25 juillet 1986 amendé par le Sénat.

Session 1986-1987.

Chambre des représentants.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 13 et 15 janvier 1987.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 30 maart 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
W. MARTENS

De Vice-Eerste Minister,
J. GOL

De Vice-Eerste Minister,
Ph. MAYSTADT

De Vice-Eerste Minister,
G. VERHOFSTADT

Gezien en met 's Lands zegel gezegd :
De Minister van Justitie,
J. GOL

—
MINISTERIE VAN JUSTITIE
—

N. 87 — 609

26 JANUARI 1987

Wet tot wijziging van artikel 358 van het Burgerlijk Wetboek (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 358, § 2, van het Burgerlijk Wetboek wordt vervangen als volgt :

« § 2. In geval van adoptie, door de man, van het adoptief kind van zijn echtgenote, of in geval van een nieuwe adoptie als bepaald in artikel 346, tweede lid, komt de naam van de nieuwe adoptant of van de adopterende man in de plaats van die van de geadopteerde, ongeacht of diens naam bij de vorige adoptie behouden of veranderd werd.

(1) *Zitting 1982-1983.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Gedrukte stukken. — Wetsvoorstel nr. 404/1 van 12 oktober 1982 ingediend door de heer Remacle. — Verslag nr. 404/2 van 16 februari 1983 van de heer Van Belle.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 24 februari 1983.

Senaat.

Gedrukte stukken. — Ontwerp van wet nr. 436/1 van 24 februari 1983 overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Zitting 1985-1986.

Senaat.

Gedrukte stukken. — Vroeger verschenen stukken nr. 300/1. — Verslag nr. 300/2 van 4 juni 1986 van Mevr. Delruelle-Ghobert.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 24 juli 1986.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Gedrukte stukken. — Ontwerp van wet nr. 585/1 van 25 juli 1986 gewijzigd door de Senaat.

Zitting 1986-1987.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 13 en 15 januari 1987.